sections et des prises de position de la direction de l'Internationale. Ceci n'empêche évidemment pas que la revue française, dans sa dimension internationale devrait demeurer soumise à un contrôle strict et rigoureux de la part de la direction de l'Inter, ne serait-ce que par le biais des dirigeants français membres du SU.

. . .

Sur le plan du fonctionnement, il ne fait pas de doute qu'un effort reste à accomplir. Nos difficultés rencontrées dans le lancement de la nouvelle formule ont été de deux ordres : échec complet de la mise sur pied d'un secrétariat de rédaction un tant soit peu conséquent, problèmes « techniques » énormes rencontrés dans la réalisation d'un type de revue qualitativement différente de l'ancienne.

En ce qui concerne le 1er point, l'équipe désignée par le CC de rentrée et confirmée par le CEI n'a jamais existé que sur le papier. Accaparés par une multitude de tâches centrales, les camarades élus ont déserté rapidement le terrain de la revue. N'est demeuré qu'un SR croupion de 3 membres dont deux bénevoles qui n'a pu que répondre à la hâte, empiriquement et incomplètement à la masse des problèmes posés par la mise en place de la nouvelle formule. De telles conditions de travail se sont évidemment reflétées dans le rythme de parution et la configuration des premiers numéros. S'il semble actuellement que le style et la formule de la revue puisse se roder progressivement, le problème du SR reste entier. Pas plus que Rouge, la revue ne peut fonctionner sans SR qui soit avant tout une instance d'élaboration politique de cette pièce essentielle de notre système de presse. A notre avis, il ne sert à rien de reprendre les mêmes (le SR qui existe sur le papier) et de recommencer. A charge pour le noyau rédactionnel qui demeure en place et commence à se familiariser avec ce travail de recruter et former une équipe de militants disponibles et dotés des qualités nécessaires. Un tel système a été partiellement adopté avec succès pour Rouge. Des appels d'offre devront donc être lancés par le SR existant (réellement) et un nouveau SR mis sur pied puis soumis à ratification du CC de rentrée.

Il semble, pour ce qui est du second point, que les problèmes « techniques » (maquette, impression) soient en passe d'être résolus au moins partiellement. La formule « graphique » de la nouvelle revue est maintenant trouvée. Ce qui ne signifie pas que des améliorations ne soient pas encore possibles, les tiraillements surgis au niveau de la fabrication des premiers numéros semblent s'estomper et, après l'expérience amère de Moriamé, l'impression a été confiée à un nouvel imprimeur plus rapide. Les délais de fabrication de chaque numéro sont donc maintenant maîtrisés, ce qui est essentiel pour la régularité de la parution. Dans ces conditions, la parution bimestrielle de la revue, condition sine qua non de son efficacité au sein de notre système de presse notamment comme complément de Rouge,

semble assurée.

Les problèmes posés par la diffusion de la Revue sont de deux ordres :

the second of th

1) Celui sur lequel nous avons concentré nos efforts, car étant à la base des difficultés les plus criantes, le problème technique. En effet outre les retards de parution à la base, du No 2, il faut ajouter à titre d'exemple qu'entre la réception de la revue et son expédition plus de 3 semaines se sont écoulées : la cause en est simple : 3 camarades ayant par ailleurs de multiples responsabilités,

devaient « découvrir » comment on envoyait 400 abonnements et service de presse et 1 500 exemplaires aux villes de province.

Les solutions apportées à ce problème technique doivent se concrétiser avec le No 3 : équipe de militants envoyés par les sections parisiennes, diffusion immédiate sur Paris, en même temps que celle de Rouge, permettant d'expédier en moins d'une semaine chaque numéro de la Revue.

Reste le deuxième volet de ces problèmes : le problème des paiements : le retard accumulé par le No 2 n'a pas permis de fonctionner selon la « loi » de l'orga : paiement préalable à la prise. Ce système sera remis en usage avec le No 4 qui paraîtra à la mi-septembre. Les villes recevront un formulaire de commande distinct des formulaires brochures, puisque désormais l'administration de la Revue est autonome par rapport à la librairie.

Seules les villes ayant payé recevront la Revue.

2) Problèmes politiques : Jusqu'à présent, hormis de brèves circulaires de « bonnes résolutions » de début d'année, la diffusion de la Revue n'a jamais été mise au centre de nos préoccupations. Les chiffres nous enseignent deux choses :

Le taux de vente par militant est particulièrement bas : 0,5 revue par militant à Paris, 1 revue par militant en Province, chiffre caractéristique d'une situation où la revue n'est absolument pas prise en charge par l'organisation et où la diffusion n'est ni impulsée, ni contrôlée par les directions. L'argument du prix n'est absolument pas probant si on le met en parallèle avec les chiffres de vente des brochures dont les prix de vente vont de 2 à 5 Frs.

 Au contraire certaines villes ont montré de façon régulière qu'il était possible de faire de la revue une arme politique et de réussir une diffusion significative (Lyon : 1,5 revue par militant, Strasbourg : près de 2 revues par militant...).

Indépendamment des problèmes de la vente nonmilitante (dépots en librairie, etc...), il est donc clair que c'est d'abord en nos propres rangs qu'il faut convaincre les militants de l'intérêt de la revue, et de la nécessité de sa diffusion. De ce point de vue il serait souhaitable que les cellules et les directions mettent dans leur ordre du jour, un débat sur la revue, sa fonction, son contenu, etc... et fasse parvenir au SR les résultats de ces débats.

Dans ce cadre l'objectif de 4 500 exemplaires payés par numéro nous semble quelque chose de très réaliste à l'heure actuelle puisque se situant très légèrement au dessus du nombre de militants organisés (soit de l'organisation, soit dans ses groupes périphériques, comités rouges, groupes taupes...). Pour que cela se réalise il est nécessaire qu'à chaque instance soit discuté le nombre d'exemplaires de la revue qu'il est possible de diffuser. Par exemple la diffusion du No 3 sur Paris s'est faite par discussion avec les sections et en fixant avec elle un chiffre minimum tenant compte du nombre de militants et des secteurs de leur intervention.

Non pas donc une diffusion arbitraire et administrative de « quota » imposé, mais des bilans réguliers, un contrôle par les direction, une organisation de la diffusion. Sur ce point le SR fera paraître désormais tous les 2 mois un bilan section par section, ville par ville des ventes.